

## 4. Le SGAP, un projet muri au sein de Minga

### Minga, au coeur d'un projet de société

En 2003, Minga mettait en place un [cahier des charges](#), qui reprenait les 7 points essentiels sur lesquels s'appuie le projet de société que porte l'association.

### Examen des pratiques versus garantie et certification

Minga s'est créée dans le but d'analyser les pratiques, et de comprendre les contradictions inhérentes à toute activité économique. Elle est devenue cet espace de réflexion, basé sur la capacité des acteurs à se questionner et soulever les mécanismes à l'origine de ces contradictions.

Entre 2002 et 2005, l'association [a participé aux débats menés par l'AFNOR](#) (Association Française de Normalisation) au sujet d'un commerce équitable : Minga s'est alors [opposée à l'élaboration d'une norme](#) sur « le » commerce équitable, dans plusieurs communiqués, considérant que les pratiques d'équité dans le commerce ne seraient pas respectées par cette norme.

A l'issue des débats à l'AFNOR, un article de loi est paru dans la loi du 2 Aout 2005, reprenant une seule définition du commerce équitable, celle qui renforçait l'idée d'échanges exclusivement nord/sud ne prenant en compte qu'un maillon de la chaîne : les producteurs. Quid des autres échanges ? Quid des conditions de travail des autres travailleurs intervenant dans la filière ?

L'opposition à cette loi a donc donné lieu à une campagne menée par plusieurs organisations : « [Pour un commerce équitable partout, changeons la loi !](#) »

### Sortir de l'expertise : faire de l'économie un débat public

Néanmoins, Minga a soutenu l'importance de développer un référentiel professionnel afin de spécifier les pratiques liées à l'équité dans le commerce, en tant que démarche, partout et pour tous les opérateurs de chaque filière. Elle soutient également que cette évaluation doit engendrer l'amélioration des pratiques économiques et faire l'objet d'un débat public.

C'est pour cela que Minga a choisi, depuis 2005, de développer un Système de Garantie et d'Amélioration Participatif basé sur l'analyse des pratiques des filières économiques.

En 2006, Minga s'est rapprochée de Nature et Progrès et d'autres organisations pour construire une réflexion commune sur les SGP (systèmes de garantie participatif) autour de la question « quel commerce pour une société plus équitable ? ».

En 2008, avec 7 autres organisations, Minga a pris position pour la [promotion des Systèmes de Garantie Participatifs](#).

En 2009, Le Comité Sgap a été officiellement constitué et Minga a mis en place [la deuxième étape du SGAP](#), en évaluant plusieurs filières, comme le sucre, le chocolat ou le guarana, mises en place par une partie de ses membres et leurs partenaires.